

Tunnel transfrontalier de Tende : le chantier de la discorde entre la France et l'Italie

Par [Lucas Hélin](#)

Publié le 18/12/2023

Le Figaro Nice

Voilà maintenant dix ans que [les travaux du tunnel du col de Tende](#) (Alpes-Maritimes), commune frontalière avec l'Italie, ont commencé. Et voilà dix ans que les habitants de [la vallée de la Roya](#) et du Piémont s'impatientent de pouvoir à nouveau emprunter cette voie de trois kilomètres. Cette route se révèle un gain de temps non négligeable pour de nombreux travailleurs transfrontaliers. Le creusement d'un deuxième accès, pour permettre un double sens, devait faciliter le quotidien de ces usagers, remplis d'optimisme à l'entame de ce projet en 2013. Mais après moult tumultes autour de ce chantier d'ampleur, l'annonce d'un énième retard exaspère désormais. Ce lundi, côté italien, environ 300 personnes ont manifesté leur ras-le-bol devant l'entrée du tunnel.

La réouverture avait été annoncée pour juin 2024, soit juste avant l'été, idéal pour relancer les échanges. Las, le quotidien *La Stampa* révélait la semaine dernière que le calendrier ne serait une nouvelle fois pas tenu. Le retard va désormais dépasser les trois ans. *«C'est la chronologie d'une faillite»*, se désole Jean-Pierre Vassalo, maire de Tende. *«On n'a que des mauvaises surprises»*, déplore aussi Sébastien Olharan, l'édile [Les Républicains](#) de Breil-sur-Roya. Cela met en péril des commerces du marché de Cuneo et sépare des familles, font-ils remarquer. Accéder à la station de ski de Limone, en Italie, devient un parcours du combattant. Et sa fréquentation en pâtit.

Dès le lancement des opérations, le tunnel de Tende «bis» a connu des péripéties pourtant loin d'être techniques. La première entreprise chargée du chantier par la société des autoroutes italiennes a été condamnée pour des détournements de matériaux. À l'issue d'un second appel d'offres, une nouvelle entreprise gère depuis 2017 le site mais n'avance guère plus vite. *«Je vis sur place et je me rends bien compte, sans entrer sur le chantier, que ça ne bouge pas»*, enrage Jean-Pierre Vassalo, qui tente de compter le peu d'ouvriers présents. Retardée également par une [tempête Alex](#) dévastatrice, la livraison du nouveau tunnel ne cesse d'être repoussée. D'abord à octobre 2023. Puis à juin 2024. Puis à *«dès que possible»*, s'exaspère l'édile de Tende. *«Je n'ai cessé de dire qu'on n'y arriverait pas, personne ne m'a écouté !»*, ajoute-t-il.

«Que le gouvernement français se réveille»

Il l'avait martelé lors d'une réunion intergouvernementale en décembre 2022, puis encore lors d'un conseil stratégique avec le ministre de la Transition écologique, [Christophe Béchu](#), il y a deux semaines. Ce dossier ne concerne pas que l'Italie, même si la gestion du chantier lui revient. L'État français et les collectivités territoriales (département et région) le financent à près de 42%. Sur 250 millions d'euros désormais (environ 150 millions à l'origine), la note commence à compter. *«Et personne n'est venu se rendre compte de cela sur place»*, se désole Jean-Pierre Vassalo. *Il faut prendre conscience qu'on pédale dans la semoule, que le*

gouvernement français se réveille !» En attendant, une navette ferroviaire permet de relier les deux côtés de la frontière, avec des départs le matin et des retours le soir, uniquement.

En octobre dernier, le président du [conseil départemental maralpin](#), Charles-Ange Ginésy, avait lui aussi fait part de ses inquiétudes concernant les difficiles avancées du chantier. Une marche arrière vers le tunnel d'origine a pu apparaître comme une solution de crise.

«J'appelle à nouveau l'État à peser de tout son poids, nous demandons aux autorités françaises et italiennes de maintenir le projet à double sens», martelait-il. *«En 2024, on va revenir à la case départ de 2013 en ayant dépensé 250 millions d'euros...»*, s'agace encore Jean-Pierre Vassalo. *«Les entreprises italiennes font ce qu'elles veulent alors qu'on les finance, les gens en ont plus que marre»*, peste Sébastien Olharan. Contacté par *Le Figaro*, [le ministère des Transports](#) n'a pas donné suite à nos sollicitations.

180 ouvriers sont censés être au quotidien sur le site pour accélérer les opérations. Edoardo Rixi, le ministre chargé des Infrastructures et de la Mobilité en Italie, a même promis la continuité des opérations pendant les jours fériés. Cela suffira-t-il ? Une réunion entre les maires italiens et le préfet local s'est aussi tenu lundi matin. Les Français n'y étaient pas conviés, mais entre les élus, le mot s'est quand même passé. *«Flou !»*, ont-ils ressenti. Les autorités auraient maintenu la possibilité d'une réouverture en juin, mais dans la configuration originelle et avec une sorte de voiture de sécurité pour ouvrir la voie. Mais pour Jean-Pierre Vassalo, la réalité, c'est que *«plus personne n'y croit»*.